

Boris SAMUEL
Doctorant SciencesPo - CERI
borissamuel@hotmail.com

Proposition pour la Rencontre Nationale des jeunes chercheur-e-s en études africaines
Axe 2 : Etat, économie, société

Les trajectoires de la hausse des prix et l'exercice du pouvoir en Mauritanie

« Bon élève » des institutions financières internationales, la Mauritanie a su maintenir une inflation modérée dans les vingt dernières années (rarement au dessus de 10%). Néanmoins, la hausse des prix et la dépréciation de la monnaie, continues, constituent un talon d'Achille de la situation sociale et politique. L'inflation est en effet porteuse d'inégalités et d'appauvrissement tout en nourrissant les jeux d'une élite politico économique tirant parti des opportunités de spéculation et des politiques de libéralisation. Dès lors, si les causes de l'inflation sont multiformes, renvoyant tant à des facteurs macroéconomiques (cours internationaux, taux de change...) qu'aux caractéristiques de l'économie nationale (conditions climatiques, état des filières, aspects sécuritaires...), les aspects sociopolitiques (pratiques des commerçants, mauvaise gestion publique) sont souvent indexés comme les principaux responsables de la hausse des prix. Cette compréhension est au cœur des imaginaires de la « vie chère » et elle cristallise une rancœur multiforme à l'égard des pouvoirs. Elle suscite de nombreux débats sur la scène politique et génère des mouvements réguliers de contestation.

Dans une démarche de sociologie historique de l'économie¹, notre communication partira des phénomènes d'inflation et de la succession des crises sociales pour questionner les modes d'exercice du pouvoir et les formes de la contestation, et pour analyser la trajectoire (instable) du pays depuis les années 1990. Les prix seront un point d'entrée pour montrer la manière dont s'enchevêtrent (et cheminent ensemble) les aspects formels et technocratiques de la conduite des politiques économiques, les jeux au sein des administrations, les pratiques des commerçants, les relations clientélistes, ou encore les comportements des citoyens-consommateurs. Lues dans une perspective large des rapports sociaux, les politiques économiques ouvriront donc une fenêtre pour analyser les transformations des pratiques de pouvoir et les recompositions de l'Etat. A l'instar de ce que montre la sociologie historique de la quantification, il sera possible de saisir l'historicité de l'Etat par le biais des pratiques concrètes de la gestion économique².

Une telle analyse permettra également de remettre en perspective les contestations ayant eu lieu à l'occasion du « printemps mauritanien » de 2011. La hausse des prix joue en effet un rôle pivot dans l'exercice du pouvoir du régime du Général Abdel Aziz, au pouvoir depuis 2008 : la lutte contre la vie chère est critique pour asseoir la rhétorique populiste du régime, mais en même temps elle est au centre des relations clientélistes du pouvoir politique, notamment avec les grands commerçants. Elle constitue de ce fait l'une des lignes fortes du mécontentement envers le régime, comme en témoignent les manifestations de 2011. Les prix constituent donc un site riche pour analyser les formes de la contestation et les rapports de pouvoir que 2011 a donnés à voir tout en les resituant dans leurs historicités propres.

¹ Telle que la pratique par exemple Béatrice Hibou dans *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie.*, La Découverte, 2006, Paris.

² A. Desrosières, « Historiciser l'action publique : l'Etat, le marché et les statistiques », in P. Laborier et D. Trom (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003